

Battre le gouvernement : retrait du projet LPPR contre les chercheuses et les chercheurs !

La France est le pays de l'OCDE où le financement public de la R&D privée est le plus élevé en proportion du PIB (0,42 % en 2015). Le crédit impôt recherche (CIR), un cadeau au patronat dont le coût est évalué à 6 milliards d'euros par an sur le budget de l'État et aux effets incertains sur l'innovation, représente deux fois le budget du CNRS. Les effectifs de titulaires ont baissé de 7,6 % dans la recherche publique entre 2012 et 2018 ; l'université emploie 35 % de non-titulaires. Au service de la bourgeoisie française, le gouvernement Macron-Philippe-Vidal a aussi accentué la sélection à l'université, avec Parcoursup, le bac Blanquer, l'augmentation des droits d'inscription pour les étudiants étrangers...

En février 2019, il a préparé une attaque contre la recherche publique avec la même méthode que la loi contre les retraites des salariés : une concertation (avec trois commissions avec des parlementaires, des présidents d'établissements, des patrons, les représentants des organisations syndicales), le dévoilement d'un projet conforme aux besoins du capital, la prévision d'un vote par l'Assemblée nationale d'une loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) s'appliquant début 2021.

Les chefs syndicaux ont passé tout l'automne 2019 à répondre docilement aux concertations du gouvernement (à l'exception de FO-ESR, très minoritaire). S'appuyant sur leur docilité, un des concepteurs de la LPPR a donné l'axe.

Il faut une loi ambitieuse, inégalitaire - oui, inégalitaire, une loi vertueuse et darwinienne, qui encourage les scientifiques, équipes, laboratoires, établissements les plus performants à l'échelle internationale, une loi qui mobilise les énergies. (Antoine Petit, 26 novembre 2019)

Modulation de service obligatoire pour les enseignants-chercheurs, ce qui revient au non-paiement de leurs heures complémentaires, évaluation des services des enseignements en crédits ECTS (*European Credits Transfer System*) en lieu et place des 192 h équivalent TD, instauration d'un système de régulation des charges d'enseignement au niveau de la composante (UFR, faculté, département) avec une décharge pour les « excellents » en recherche. Recours à l'embauche de personnels sur CDI de mission scientifique, dont la fin du contrat pourra s'aligner avec celle du projet, et titularisations encore plus tardives avec la mise en place de « *tenure tracks* » (poste précaire d'enseignant chercheur) sur le modèle anglo-saxon. Renforcement des méthodes managériales, avec modulation des dotations aux unités en fonction des évaluations HCERES et multiplication des primes variables.

Cette déclaration de guerre aux travailleurs de la recherche a suscité une réaction vive dans les laboratoires et dans les universités. Mais ils se heurtent au même sabotage que l'ensemble de la classe ouvrière quand elle a tenté de résister au projet contre les retraites : collaboration de classe avec le gouvernement, « grèves reconductibles » site par site et « journées d'action » ou « temps forts », une méthode qui débouche toujours sur la défaite.

Le 18 janvier, une pétition des directeurs de laboratoires demande à la ministre Vidal un moratoire et « *L'ouverture d'États généraux* » pour que le ministère « *s'engage dans un véritable processus d'élaboration démocratique* » afin de « *fixer l'esprit d'une future loi* ».

Le 2 février, à St Denis, à la première réunion de la Coordination des facs et des labos en lutte, 700 personnes clament : « *Grève générale !* ». Mais ce qui est rédigé, soumis et voté est en fait bien différent : « *face à l'obstination et à la violence du gouvernement, nous appelons à poursuivre et étendre la grève reconductible dans l'enseignement et la recherche !* ». Contrairement aux soviets de 1917, les forces politiques (NPA, LO, LFI, PCF, POID, UCL...) se dissimulent. Les membres et adjoints des appareils syndicaux copient leurs « grèves reconductibles » et leurs « journées d'action ». La motion propose un

méli-mélo d'actions (en fait toutes les propositions, y compris les plus farfelus) et décide un calendrier aligné sur les « journées d'action » des directions confédérales qui mettent au point la loi contre les retraites : « *5 février : journée d'anniversaire de la mobilisation + journée de la fonction publique, 6 février : journée interpro, 11 février : journée de mobilisation sur la précarité, 17 février : journée interpro, 5 mars : première journée l'université et la recherche s'arrêtent* ».

Le 5 mars, il y a du monde dans la rue. Comme il fallait s'y attendre, le gouvernement ne recule pas pour autant. Pourtant, le 7 mars, à Nanterre, la deuxième coordination, mieux organisée mais moins enthousiaste malgré la présence de plus d'étudiants, convoque une nouvelle journée d'action le 19 qui n'aura évidemment pas plus d'efficacité : « *La grève reconductible et de grandes journées nationales de mobilisation nous permettront de construire un rapport de force victorieux. Le 5 mars, l'université et la recherche se sont arrêtées. À partir du lundi 9 mars : poursuite de la grève reconductible. Le mardi 10*



mars : les universités de Lyon font leur 5 mars. Du lundi 16 mars au samedi 21 mars : semaine noire (l'université et la recherche à l'arrêt) ; le jeudi 19 mars : temps fort national ».

Non seulement les partis réformistes et les organisations semi-réformistes en restent aux grèves reconductibles et aux journées d'action de l'intersyndicale qui ont fait échouer le mouvement de défense des retraites mais ils s'entendent, dans les assemblées générales et la coordination, pour refuser d'appeler les directions syndicales à rompre avec le gouvernement et à préparer la grève générale. Autrement dit, ils laissent les mains libres aux bureaucrates qui collaborent avec la bourgeoisie française, son État et son gouvernement.

Front unique contre le projet de loi ! Responsables syndicaux cessez toute concertation avec le gouvernement sur la LPPR ! Quittez les organes de cogestion (Conseil d'orientation des retraites, CNESER, conseils d'administration des établissements...) qui appliquent la politique du gouvernement !

Augmentation massive des crédits récurrents pour les laboratoires de recherche publique ! Titularisation immédiate de tous les travailleurs précaires de l'enseignement supérieur et de la recherche ! Abrogation de Parcoursup ! Suppression de la double sélection en master ! Gratuité de l'inscription dans l'enseignement supérieur public !

12 mars 2020

Pour une recherche émancipée du capital

La science et la technique sont un des aspects de la lutte de l'espèce humaine pour comprendre et maîtriser la nature. Leur développement fut d'abord très lent. Les humains ont vécu 200 ou 300 milliers d'années dans le mode de production communisme primitif, avant de se sédentariser et d'en développer les rudiments. Dans les modes de production pré-capitalistes (esclavagiste, asiatique-étatiste, féodal), le savoir et la culture restaient peu distincts de la superstition et de la religion.

Le mode de production capitaliste, par soif de valeur et à cause de la concurrence, repose sur le renouvellement permanent des techniques, ce qui tend à émanciper la science de la croyance (et libérer l'art du clergé). Depuis les grandes découvertes du XV^e siècle, la science et la technique ont fait des bonds prodigieux. En quelques centaines d'années, la machine à vapeur, la chimie, l'électricité, le moteur à explosion, le raffinage du pétrole et du gaz, la radiophonie, l'aviation, la vaccination, l'électronique, l'informatique, les médicaments antibiotiques, le laser, la génétique ont bouleversé la production entraînant des gains de productivité, l'apparition de nouveaux produits, des transports plus rapides et plus sûrs.

La généralisation de l'instruction (nécessaire à la main-d'oeuvre nationale) et l'activité de recherche fondamentale et appliquée (par nature internationale), ont miné le particularisme local, affaibli les superstitions, élargi l'horizon mental. La majorité de la classe capitaliste était au XIX^e siècle agnostique ou athée, elle croyait au progrès.

Mais la recherche et son application sont de plus en plus entravées et déformées par les conditions capitalistes. Beaucoup des produits utiles, parce qu'ils prennent la forme de marchandises et que la recherche de la survaleur, l'exploitation limitent le pouvoir d'achat des masses, ne sont pas disponibles pour tous (électricité, nourriture diverse et saine, eau potable, logement sûr et confortable, toilettes salubres, etc.). Certaines recherches sont, pour les mêmes motifs, freinées (lutte contre la malaria, par exemple). Des maladies liées aux modes de vie sédentaire, aux aliments de l'industrie agro-alimentaire, aux produits corporels... se développent comme l'obésité, les cancers, le diabète, les maladies cardiovasculaires... Les progrès de l'agriculture et de l'industrie sont détournés pour réaliser des profits au détriment de la santé et de l'environnement. Le transport par camion, polluant, se développe au détriment du chemin de fer ou des canaux, par la systématisation du toyotisme (« juste à temps » et « zéro stock »). Le militarisme et la finance pourrissent la recherche. Des armes de plus en plus destructrices sont produites de plus en plus massivement. Le capitalisme en déclin dérègle le climat, détruit la biodiversité, pollue terre, air, rivières et mers. La généralisation de l'informatique ouvre d'innombrables possibilités en productivité, en ouverture, en loisirs, en savoir, mais aussi en intensification du travail, en espionnage commercial et politique de la population, en diffusion de mensonges, de faux complots, de racisme...

Des clergés et des grands groupes industriels cherchent à étouffer les résultats des sciences de la nature : des chercheurs sont soudoyés pour nier l'évolution, le réchauffement climatique, les pollutions chimiques, etc. Une partie de la classe bourgeoise sombre dans le cléricisme et l'obscurantisme. Son personnel politique suit : Mitterrand consultait une voyante et s'est fait enterrer selon le rite catholique, Sarkozy et Chirac ont baisé la main du chef de la hiérarchie catholique et fréquentaient ostensiblement les cérémonies catholiques, Sarkozy a même soutenu devant le pape que la jeunesse avait plus besoin de prêtres que d'enseignants, Macron ménage tous les clergés obscurantistes et s'est rendu lui aussi au Vatican.

Le besoin de justifier l'inégalité sociale a largement empêché le savoir sur la société de progresser significativement. La « science économique », la « sociologie », la « science politique »... sont le terrain de l'idéologie. Il suffit de savoir que l'école néo-classique, dominant la « science économique » bourgeoise, prétend que les crises capitalistes sont impossibles si on laisse faire les marchés et que, si elles ont lieu malgré tout, c'est dû à des « chocs exogènes » (extérieurs à « l'économie de marché »). Quant à la minorité keynésienne de l'économie bourgeoise, elle soutient symétriquement qu'une bonne politique économique (soutien à l'investissement et à la consommation par l'État, bas taux d'intérêt de la banque centrale, contrôle de la finance) suffit à corriger les défauts du capitalisme et à prévenir les crises.

La classe progressiste de notre époque est le prolétariat (travailleurs « manuels » et « intellectuels »). Pour émanciper la science, l'art et le sport, pour épanouir tous les individus, il faut mettre en cause la division du travail, exproprier le capital par une révolution sociale, planifier démocratiquement l'économie collectivisée, faire dépérir les frontières.